

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2025-09-18-00002

Arrêté portant mise en demeure de la société
AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
concernant les installations exploitées à Limay

ARRÊTÉ
portant mise en demeure de la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
concernant les installations exploitées à Limay (78520) 3 rue Charles Tellier

LE PRÉFET DES YVELINES,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L.511-1, L.512-8, L.514-5 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 93-0101 du 14 septembre 1993 autorisant la société AIR LIQUIDE à poursuivre l'exploitation à Limay (78520), 3 rue Charles Tellier, ZI de Limay Porcheville, d'une usine de production d'acétylène et actualisant les prescriptions réglementant les installations ;

VU le récépissé en date du 24 août 2011 donnant acte à la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE de sa déclaration de succession à la société AIR LIQUIDE dans la gestion et l'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement situées à Limay, 3 rue Charles Tellier ;

VU l'arrêté n°78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision DRIAT-IDF n° 2025-0401 du 2 mai 2025 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du 14 août 2025 faisant suite à l'inspection du 31 juillet 2025 ;

VU le courrier en date du 26 août 2025 notifié le 28 août suivant transmettant à la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE le rapport de suite d'inspection visé ci-dessus et le projet d'arrêté de mise en demeure, pour observations éventuelles ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE situé au 3 rue Charles Tellier à Limay fait l'objet d'un classement sous le statut Seveso « seuil bas » ;

CONSIDÉRANT qu'au cours du contrôle du 31 juillet 2025, l'inspection des installations classées a constaté l'absence du responsable de site et du responsable maintenance, non remplacés ;

CONSIDÉRANT qu'un précédent signalement de l'absence de responsable d'exploitation et/ou de maintenance a déjà été réalisé à l'inspection du travail et porté à la connaissance de l'inspection des installations classées en date du 31 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 31 juillet 2025, l'inspection a relevé que les personnes rencontrées ne sont pas en mesure d'expliquer aux inspecteurs comment sont gérées les absences des responsables, qui est désigné pour gérer la sécurité du site en cas d'absence, ou si une astreinte est mise en place ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 31 juillet 2025, plusieurs fuites d'azote étaient en cours sur le réseau interne des installations, sans que les personnes rencontrées par l'inspection des installations classées ne soient en mesure de confirmer l'impact éventuel de ces fuites sur la sécurité des installations ;

CONSIDÉRANT que l'absence constatée de personnes maîtrisant l'exploitation des installations, et notamment l'identification d'un évènement incidentel (fuite d'azote) comme pouvant être une dérive en matière de sécurité, constitue une non-conformité importante, de surcroît sur un site classé Seveso ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement à l'article 57 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 31 juillet 2025, à la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a présenté le document définissant sa politique de prévention des accidents majeurs ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 31 juillet 2025, l'inspection a constaté que la date d'application de ce document était le 1^{er} mars 2019 ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 31 juillet 2025, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le résultat du dernier réexamen de sa politique de prévention des accidents majeurs, ni l'avis du comité social et économique qui aurait été éventuellement associé à ce réexamen ;

CONSIDÉRANT que la politique de prévention des accidents majeurs de l'exploitant aurait pourtant dû être réexaminée depuis plus d'un an au jour du contrôle du 31 juillet 2025, conformément à l'article R. 515-87 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la politique de prévention des accidents majeurs de l'exploitant aurait également dû être réexaminée à la suite des modifications organisationnelles apportées par l'arrêt des activités tertiaires d'AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIES au 5, rue Charles Tellier en 2023, conformément à l'article R. 515-87 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que lors de l'examen a posteriori du document formalisant la politique de prévention des accidents majeurs de l'exploitant, l'inspection des installations classées a constaté en particulier que ce document, sur la période considérée (2019-2024), présente des objectifs globaux de mise en œuvre de la politique précitée, sans toutefois préciser si un programme d'actions plus précis est élaboré en conséquence ;

CONSIDÉRANT que lors de l'examen a posteriori du document formalisant la politique de prévention des accidents majeurs de l'exploitant, l'inspection des installations classées a constaté en particulier que ce document n'indique pas explicitement que l'exploitant met tous les moyens nécessaires pour l'application de la politique précitée et des objectifs associés ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement à l'article R. 515-87 du code de l'environnement susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE de respecter les prescriptions de l'article 57 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et de l'article R. 515-87 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE, dont le siège social est situé au 6 rue Cognacq-Jay à Paris (75007), est mise en demeure pour ses installations implantées 3 rue Charles Tellier à Limay (78520) de respecter les prescriptions de l'article 57 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé, sous un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, en mettant en place les dispositions organisationnelles permettant d'assurer en permanence la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident et en transmettant une description à l'inspection des installations classées.

Article 2 : La société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE, dont le siège social est situé au 6 rue Cognacq-Jay à Paris (75007), est mise en demeure pour ses installations implantées 3 rue Charles Tellier à Limay (78520) de respecter les prescriptions de l'article R. 515-87 du code de l'environnement, sous un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, en procédant au réexamen, voire à la mise à jour, de sa politique de prévention des accidents majeurs, et en prêtant une attention particulière :

- à la déclinaison à un niveau approprié des objectifs fixés à l'article L. 515-33 du Code de l'environnement ;
- aux modifications des installations pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés à des accidents majeurs ;
- à soumettre ce réexamen, voire cette mise à jour, à l'avis du comité social et économique.

Article 3 : En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 dans le délai prévu à ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions peuvent être arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction (article L.171-11 du Code de l'environnement). Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyens (<https://www.citoyens.telerecours.fr/>).

Article 5 : Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en sera adressée :

- au secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Mantes-la-Jolie,

- au maire de la commune de Limay,
 - à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 18 septembre 2025

Pour le Préfet et par délégation,
la Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
La chef de l'unité départementale,
signé

Delphine DUBOIS